

# L'avenir des groupes de réflexion sur la politique étrangère au Canada

**Yuen Pau Woo**

Université de la Colombie-Britannique, Institut de recherche asiatique, Vancouver, Colombie-Britannique, Canada

## Résumé

Les groupes de réflexion sur la politique étrangère subiront-ils le même sort que tant de « médias traditionnels »? De nos jours, le Canadien moyen a au bout des doigts plus de nouvelles et analyses internationales que l'analyste-expert pouvait consulter de publications dans un groupe de réflexion sur la politique étrangère il y a 30 ans. Il est par ailleurs de plus en plus difficile de tracer une ligne claire entre enjeux nationaux et enjeux internationaux, et par conséquent, entre politique étrangère et politique intérieure. Les groupes de réflexion canadiens sur la politique étrangère doivent composer avec cette réalité, de même qu'avec « l'esprit de clocher » qui teinte l'ensemble de la société canadienne.

## Mots clés

Politique étrangère, groupes de réflexion, politique internationale, politique publique, relations internationales

L'analyse des affaires internationales était jadis l'apanage des experts en relations internationales et de l'élite de la politique étrangère. De nos jours, le Canadien moyen a au bout des doigts plus de nouvelles et analyses internationales que l'analyste-expert d'un institut de recherche pouvait consulter de publications il y a 30 ans. Grâce à l'avènement de l'information numérique, rares sont les événements d'importance dans le monde d'aujourd'hui qui ne sont pas documentés et diffusés à grande échelle. Voilà un dilemme auquel est souvent confrontée l'industrie des médias imprimés et radiodiffusés traditionnels, qui peine depuis des années à s'adapter à la démocratisation et à la fragmentation de la collecte et diffusion de l'information. Sans surprise, bon nombre d'entreprises médiatiques traditionnelles ont réduit leurs effectifs ou fermé leurs portes. Le même sort attendrait-il les groupes de réflexion sur la politique étrangère au Canada?

---

## Auteur-ressource

Yuen Pau Woo, Université de la Colombie-Britannique, Institut de recherche asiatique, 1855 West Mall, Vancouver (CB), Canada V6T 1Z2

Courriel : yuenpau.woo@ubc.ca

La même question se pose à propos des autres groupes de réflexion au Canada, une communauté peu nombreuse, sous-financée et moins influente que celle des États-Unis en ce qui a trait aux débats sur la politique nationale<sup>1</sup>. Les groupes de réflexion sur la politique étrangère sont toutefois face à un défi supplémentaire, celui de la démarcation de moins en moins claire entre les enjeux nationaux et internationaux en raison du mouvement transfrontalier accru de biens, de services, de capitaux et de travailleurs. Quand il s'agit d'analyser d'un côté l'incidence des questions internationales sur la politique intérieure, et de l'autre l'impact mondial des questions intérieures, la ligne est très mince. Les groupes de réflexion sur la politique intérieure ayant tendance à se spécialiser dans un domaine donné, ils sont plus susceptibles de se créer un créneau permettant de cultiver une véritable expertise et de toucher une clientèle unique. En revanche, les groupes de réflexion sur la politique étrangère se concentrent généralement sur les affaires internationales au sens large ou sur des zones géographiques précises; des domaines que maîtrisent de plus en plus de journalistes, blogueurs, diplomates retraités, universitaires et cadres d'entreprise qui ont parcouru le monde.

Dans les faits, les laboratoires de politique intérieure n'ont pas nécessairement la volonté ni la capacité de s'attaquer aux questions internationales, n'ayant pas l'expertise voulue pour décortiquer les répercussions mondiales d'un enjeu donné. L'état actuel des choses trahit l'esprit de clocher qui règne au Canada et la tendance qu'ont les dirigeants politiques à voir les débats de société surtout comme un moyen de faire des gains électoraux. À preuve, le débat sur l'infrastructure énergétique qui fait rage au pays, dans le contexte des pipelines nord-sud et est-ouest. S'il a souvent été question de la nécessité de diversifier les marchés énergétiques du Canada au-delà des États-Unis, très peu de recherches politiques ont été menées sur l'évolution des conditions des nouveaux marchés, en particulier en Asie, et sur la manière dont les politiques énergétiques de ces marchés affectent les visées du Canada en matière d'exportation. La Fondation Asie-Pacifique du Canada a voulu corriger cette lacune en lançant un programme de travail sur l'énergie et l'environnement, ayant notamment pour mandat d'éclairer les débats sur la politique intérieure par des données et des analyses sur les avancées asiatiques qui influent sur les ambitions du Canada en matière d'exportation de produits énergétiques<sup>2</sup>. Dans les années à venir, on peut s'attendre à une plus grande convergence des intérêts des groupes de réflexion sur la politique intérieure et de ceux sur la politique étrangère, peut-être au point où il sera inutile de distinguer les deux. Il est révélateur qu'il n'y ait pas de groupes de réflexion canadiens qui se concentrent sur les relations avec les États-Unis, qui sont de loin les plus importantes en matière de politique étrangère pour le pays. Il existe bien sûr de nombreuses organisations au Canada qui produisent des recherches et des analyses politiques relatives aux relations avec les États-Unis, mais ce travail est aussi souvent axé sur la politique intérieure (par exemple, la protection intellectuelle, l'antitrust, l'énergie, la protection culturelle, les marchés publics) que sur la politique étrangère.

La Fondation Asie-Pacifique du Canada (FAP Canada) offre en quelque sorte une

<sup>1</sup> J'emploie une définition plutôt large de « groupe de réflexion », qui inclut les organisations privées et publiques dont la fonction principale est la recherche en politiques publiques et la clientèle principale est la communauté politique (les acteurs du secteur public, des entreprises et de la société civile qui élaborent ou façonnent les politiques publiques). Aux fins du présent article, je n'inclus pas les établissements d'enseignement comme la Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto ou la Balsillie School of International Affairs de l'Université de Waterloo/Université Wilfrid-Laurier, qui ont un mandat pédagogique plus large englobant l'enseignement et l'édition universitaire. J'aborde cependant plus loin dans cet article les programmes de politique publique des universités canadiennes et leur rôle dans la formation de la prochaine génération d'analystes politiques internationaux pour la communauté des groupes de réflexion.

<sup>2</sup> Voir <https://www.asiapacific.ca/publications/energy-environment> pour un échantillon de rapports de recherche.

étude de cas sur l'évolution des groupes de réflexion. Bien qu'elle ait été créée en 1984 par une loi du Parlement, la Fondation n'a pas eu de département de recherche avant 1995, et ce n'est qu'au début des années 2000 qu'elle s'est définie comme un groupe de réflexion. Comme elle se concentre sur la région Asie-Pacifique, il s'agit d'un « groupe de réflexion sur la politique étrangère ». Cependant, le travail récent de la Fondation a porté autant sur la politique intérieure que sur la politique étrangère. En effet, le programme de travail de la FAP Canada est organisé par courants thématiques plutôt que par zones géographiques, même si l'accent est évidemment mis sur la manière dont les relations du Canada avec les pays asiatiques affectent les priorités de la politique intérieure et vice versa. Ce changement d'orientation a été motivé en partie par la prise de conscience que les relations entre le Canada et l'Asie seront façonnées non seulement par la nature et l'étendue des activités du Canada en Asie, mais aussi par la manière dont les Canadiens réagissent à l'impact de l'essor de l'Asie à l'intérieur des frontières du Canada<sup>3</sup>.

Entre 2010 et 2014, la fondation a organisé une « Conversation nationale sur l'Asie » afin d'impliquer les associations industrielles, les groupes communautaires, les Premières Nations, les écoles et tous les ordres de gouvernement dans la réponse du Canada à la montée de l'Asie. La conversation était principalement axée sur la politique intérieure, notamment sur des questions liées aux infrastructures, à l'éducation, aux droits des Autochtones et au développement des ressources. Il n'a pas été difficile d'établir l'impact de la montée de l'Asie sur ces questions à première vue de portée nationale, mais pour une organisation qui était plus à l'aise pour parler de l'Asie que du Canada, la conversation nationale a permis de redéfinir les principaux publics et groupes d'intérêt de la FAP Canada. Pour ce qui est de l'organisation même, elle a notamment compris de cet exercice qu'il lui fallait un effectif bien sûr ferré sur l'Asie, mais aussi sur différents domaines.

Mon propre parcours à la fondation a été fortement marqué par la pression constante d'être en phase avec les priorités de la politique intérieure. En s'efforçant de répondre efficacement à cette exigence, l'organisation a gagné en pertinence auprès d'un public canadien, élargissant sa base de soutien (en particulier à Ottawa), ce qui lui a permis de mobiliser plus facilement des fonds auprès des secteurs public et privé. Toutefois, ce souci de tenir compte des « répercussions pour le Canada » s'est aussi avéré une source de frustration, dans la mesure où il a empêché l'organisation de faire une analyse plus vaste et approfondie des dossiers asiatiques qui n'avaient pas de lien apparent et immédiat avec les priorités politiques à court terme du Canada. Par exemple, la question des institutions régionales et de la nouvelle architecture de gouvernance en Asie peut sembler bien loin des priorités d'Ottawa en matière de commerce et d'investissement, mais c'est précisément le genre de développements à plus long terme dans la région qui auront un impact durable sur la politique et l'économie de l'Asie. De fait, une nouvelle banque de développement régional a été proposée par la Chine lors de la réunion des dirigeants de l'APEC à Bali, en 2013, et lancée à peine un an plus tard. La réaction en demi-teinte du Canada face à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures dénote un manque de compréhension, de connaissance et de préparation par rapport à une situation qu'il aurait dû anticiper de nombreuses années plus tôt.

Les décideurs canadiens ont pris une tangente axée à outrance sur les résultats, ce qui a provoqué une sorte de myopie intellectuelle chez de nombreux hauts responsables politiques et chefs d'entreprise du pays. Cette tendance a également

<sup>3</sup> Yuen Pau Woo, « A Canadian conversation about Asia », *Options politiques*, mai 2011, <http://policyoptions.irpp.org/issues/provincial-decifics-and-debt/a-canadian-conversation-about-asia/> (consulté le 15 mai 2015).

engendré une génération de jeunes universitaires et analystes qui, contraints par leurs supérieurs (ou bailleurs de fonds) à dégager des répercussions concrètes pour le Canada, tirent des conclusions forcées qui sont au mieux douteuses et parfois carrément malavisées.

Ce « penchant nationaliste » a créé un malaise généralisé dans la recherche sur la politique étrangère canadienne, qui est tellement axée sur les implications pour le Canada qu'elle n'a pas grand-chose d'original à dire sur ce qui se passe à l'étranger. Déjà, la recherche sur les politiques portant sur des questions internationales qui ont une incidence sur le Canada rejoint un public restreint. Lorsque la recherche est présentée à l'étranger, elle rejoint encore moins d'intervenants. Par conséquent, l'expertise des groupes de réflexion canadiens sur la politique étrangère passe généralement inaperçue sur la scène internationale<sup>4</sup>. C'est particulièrement le cas dans la région Asie-Pacifique, où la participation canadienne aux réseaux régionaux d'instituts de recherche politique et de groupes de réflexion est limitée à un petit groupe de personnes (vieillissantes). Alors que les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'UE bénéficient généralement d'une représentation forte et constante dans les forums politiques régionaux, le Canada y participe peu et de façon sporadique. Pourtant, le Canada n'est pas en reste en fait d'expertise sur les questions internationales. En effet, de nombreux Canadiens occupent des postes haut placés dans le domaine de la recherche, de l'analyse et des conseils en matière de politique internationale, mais ils y arrivent généralement grâce aux compétences qu'ils ont acquises en dépit de leurs affiliations institutionnelles canadiennes, plutôt qu'en raison de celles-ci. Autrement dit, leur expertise sur les questions internationales est plus estimée à l'étranger qu'au Canada.

Le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), à Genève, est un exemple d'organisation de classe mondiale qui a été fondée en partie par l'Institut international du développement durable de Winnipeg, et qui a ainsi grandement bénéficié du savoir-faire canadien. La participation canadienne à l'ICTSD se limite toutefois aujourd'hui à quelques experts siégeant au conseil d'administration ou à des équipes de recherche, le gouvernement du Canada ne figurant nulle part sur la liste des bailleurs de fonds. À noter également le rôle que jouent d'autres gouvernements dans le financement d'instituts internationaux de recherche en politiques publiques en dehors de leur propre pays, par voie de contributions financières ou du détachement de hauts fonctionnaires/chercheurs. Le Japon, la Corée, la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'UE apportent ce type de soutien à des organisations asiatiques telles que l'Institut de recherche économique pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est (ERIA) à Jakarta, le Secrétariat de l'APEC à Singapour, et l'Institut de la Banque asiatique de développement à Tokyo. Le gouvernement canadien n'accorde pas la même importance à ces accords,

---

<sup>4</sup> Les instituts de recherche qui se concentrent sciemment sur des questions mondiales qui n'influent pas sur les priorités canadiennes immédiates ont du mal à obtenir des fonds à l'échelle nationale, même si leur travail est reconnu et applaudi à l'échelle internationale. L'Institut Nord-Sud (INS) est un exemple d'organisation qui a réalisé un travail de qualité sur des questions de développement international, souvent pour un public mondial, mais qui a été victime de coupes budgétaires, Ottawa ayant jugé qu'il ne servait pas les intérêts du Canada. Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale est un autre exemple d'organisation qui se concentre explicitement sur des questions d'importance mondiale, notamment la réforme du système financier international. Contrairement à l'INS, cependant, il bénéficie d'une dotation généreuse fournie par le Canada, l'Ontario et le fondateur de Research in Motion, Jim Balsillie, ce qui lui donne la latitude nécessaire pour mener des recherches plus larges et moins centrées sur le Canada.

sans doute parce que les avantages pour le Canada ne sont pas immédiats et sont difficiles à quantifier.

Le problème sous-jacent est l'esprit de clocher, qui est l'antithèse d'une formule réussie pour les groupes de réflexion canadiens travaillant sur des questions internationales. D'une part, cette tendance est surprenante compte tenu de l'ouverture du Canada à l'immigration et de son caractère multiculturel, mais d'autre part, elle est conforme à l'orientation du monde des affaires et aux attitudes de la société. Par exemple, seulement 10,4 % des PME canadiennes étaient engagées dans des activités d'exportation en 2011<sup>5</sup>. Par ailleurs, un sondage réalisé en 2014 par la Fondation Asie-Pacifique du Canada a révélé que 60 % des personnes interrogées étaient d'accord avec l'affirmation suivante : « De nos jours, je crains que notre mode de vie ne soit menacé par des influences étrangères<sup>6</sup> ».

L'insularité des Canadiens en surprendra plus d'un, surtout les résidents de villes multiculturelles comme Toronto et Vancouver. Mais avoir une importante population d'immigrants ne saurait remplacer l'expérience acquise à l'étranger, tant personnelle que professionnelle, ni l'engagement d'Ottawa sur les questions internationales. Les Canadiens ont tendance à prendre leurs galons à l'étranger sur le dos de la facilité, recourant à la panacée qu'offre la composition de la population immigrée du pays ou la politique reconnaissant officiellement le multiculturalisme<sup>7</sup>.

Le financement public lacunaire ne doit pas être en soi un obstacle à une recherche dynamique sur les politiques internationales si elle rejoint une solide communauté d'utilisateurs et s'il existe des échanges sains entre les utilisateurs et les analystes. Cependant, on constate généralement peu d'intérêt de la part des acteurs politiques, des fonctionnaires et des chefs d'entreprise à s'inspirer des recherches et des conseils des groupes de réflexion, de même que peu d'interactions entre les responsables politiques, les chefs d'entreprise et les groupes de réflexion pour encourager l'échange d'idées entre ces trois sphères. Le problème tient en grande partie au souci de la classe politique pour les priorités à court terme, qui se répercute inévitablement sur les fonctionnaires, lesquels ont perdu au fil des ans une grande partie de leur capacité de recherche, notamment au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)<sup>8</sup>. De son côté, le monde des affaires canadien a montré peu d'intérêt pour la recherche sur la politique internationale à long terme, les intérêts des entreprises canadiennes étant davantage axés sur les États-Unis et que, de toute façon, la grande majorité des entreprises canadiennes sont des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les moyens financiers d'investir dans une réflexion allant bien au-delà des priorités commerciales à court terme<sup>9</sup>. La situation est nettement

<sup>5</sup> Industrie Canada, *Principales statistiques relatives aux petites entreprises, 2013*, <http://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/eng/02811.html> (consulté le 15 mai 2015).

<sup>6</sup> Fondation Asie-Pacifique du Canada, 2014, *Sondage d'opinion national de 2014 : Perceptions des Canadiens envers l'Asie*, au <https://www.asiapacific.ca/fr/publication/sondage-dopinion-national-de-2014-perceptions-des-canadiens> (consulté le 15 mai 2015).

<sup>7</sup> Ce point de vue est exprimé par Darrell Bricker et John Ibbitson dans *The Big Shift: The Seismic Change in Canadian Politics, Business and Culture and What It Means for Our Future* (Toronto, HarperCollins, 2013), qui suppose que le Canada s'orientera davantage vers l'Asie Pacifique simplement en raison du nombre croissant d'immigrants asiatiques dans le pays.

<sup>8</sup> Une exception notable est Horizons de politique Canada, organisme créé en 2011 pour fournir des prévisions stratégiques sur les nouveaux défis politiques pour le Canada. Il a publié un rapport en 2014 sur *L'avenir de l'Asie*, publié au <https://horizons.gc.ca/fr/2014/04/01/lavenir-de-lasie-forces-de-changement-et-surprises-potentielles/> (consulté le 15 mai 2015). L'organisme prédécesseur d'Horizons de politique Canada était le Secrétariat de la recherche sur les politiques, qui avait été fondé en 1996

<sup>9</sup> Il y a des exceptions, par exemple la Sun Life et Manulife, qui dépendent toutes deux de plus en plus des affaires à l'étranger, notamment en Asie, et Teck Resources, qui vend beaucoup en Chine et au Japon. Deux des plus grandes industries canadiennes –

différente aux États-Unis, où beaucoup plus d'entreprises s'intéressent aux activités des groupes de réflexion (et sont prêtes à les financer) et où le secteur privé soutient la recherche sur les politiques (parfois en fonction d'intérêts partisans, mais pas toujours).

Il existe également une tradition d'échange de personnel et de mobilité des talents entre les gouvernements, les universités, les groupes de réflexion et les entreprises aux États-Unis et ailleurs dans le monde, ce qui fait défaut au Canada. Bien que le gouvernement du Canada ait un programme qui soutient les échanges de personnel à l'intérieur et à l'extérieur du secteur public, peu de ces échanges ont eu lieu avec des groupes de réflexion ou des universités.

Il existe des exceptions, par exemple le poste d'économiste invité Clifford-Clark au ministère des Finances<sup>10</sup> et la bourse Cadieux-Léger du MAECD pour les jeunes universitaires, mais il est rare qu'un haut fonctionnaire du gouvernement s'implique auprès d'un groupe de réflexion et vice versa. Le Forum des politiques publiques, qui se veut davantage une tribune pour les acteurs politiques qu'un groupe de réflexion, a bénéficié ces dernières années du détachement de hauts fonctionnaires. L'initiative s'est avérée très efficace, en partie grâce aux relations très étroites qu'entretient le forum avec les hauts fonctionnaires et à un programme de travail bien aligné sur les priorités politiques du moment.

Les groupes de réflexion sont en partie responsables du manque d'intérêt manifesté par les responsables des politiques. La qualité de la recherche sur la politique internationale au Canada est inégale. Une grande partie de la recherche et de l'analyse sur la politique étrangère ne représente guère plus qu'une compréhension sophistiquée des affaires courantes, complétée par quelques connaissances d'initiés. Si ce genre de commentaires éclairés sur les relations internationales intéressent un public général, souvent, ils ne répondent pas aux besoins des décideurs politiques, qui ont besoin non seulement d'analyses, mais aussi de recommandations détaillées. La plupart des analystes des groupes de réflexion n'ont aucune expérience directe du travail en politiques publiques, et les personnes qui ont cette expérience manquent souvent de formation en matière de recherche sur les politiques publiques.

Il existe actuellement 10 universités canadiennes offrant des programmes de maîtrise en politique publique et affaires mondiales, dont cinq à vocation internationale<sup>11</sup>. La politique étrangère et les affaires internationales ont traditionnellement été l'apanage des départements de sciences politiques et de relations internationales, même si les besoins de la politique internationale exigent aujourd'hui une expertise qui va bien au-delà de ces disciplines. Les départements d'études régionales des universités – qui ne sont pas sa source traditionnelle de talent pour les analystes de la politique étrangère – offrent une excellente formation en histoire, culture et langue des pays étrangers, mais les diplômés de ces

---

l'automobile et le pétrole/gaz – sont presque exclusivement axées sur les États-Unis, ce qui explique probablement leur manque d'intérêt pour les enjeux politiques au-delà de l'Amérique du Nord.

<sup>10</sup> Brian Lee Crowley, fondateur d'un groupe de réflexion relativement récent (Institut Madonald-Laurier), a occupé ce poste en 2008-2009.

<sup>11</sup> L'Université Wilfrid-Laurier est la seule école canadienne qui propose actuellement un programme de maîtrise en politique publique avec un accent explicite sur les affaires internationales/mondiales. Les universités de Toronto (Munk), Carleton (NPSIA) et Ottawa (GS PIA) proposent des programmes de maîtrise en affaires internationales/mondiales, et l'Université Royal Roads a un programme de maîtrise en leadership mondial. Parmi les autres écoles qui proposent des programmes de maîtrise en administration publique ou de MPP plus orientés vers le marché intérieur, citons Calgary, Simon Fraser, York, Queens, Toronto (École de politique publique) et Saskatchewan.

programmes n'ont souvent pas l'expertise ou la connaissance des questions contemporaines nécessaires pour contribuer au travail de politique internationale. D'autres disciplines des sciences sociales, notamment l'économie, ont tellement dérivé vers des théories abstraites que les décideurs politiques ont perdu tout intérêt à se mettre en rapport avec ces communautés universitaires. Il en résulte notamment que les universités ne produisent pas de diplômés qui comprennent le processus politique et qui sont en mesure d'analyser les politiques internationales. Il ne faut pas en déduire qu'aucun universitaire canadien ne travaille sur les questions de politique internationale, mais ils sont très peu nombreux. La structure d'incitation des universitaires est peu favorable à la recherche et à l'analyse des politiques, ce qui signifie que les titulaires actuels sont plus âgés et sont là depuis longtemps. Et la relative rareté des groupes de réflexion au Canada signifie que les jeunes universitaires qui souhaitent poursuivre une carrière de recherche politique en dehors ou parallèlement au milieu universitaire ont peu d'occasions de le faire.

Il y a tout de même quelques signes encourageants. Quatre des cinq programmes de maîtrise à vocation internationale en politique publique ou de maîtrise en affaires internationales/mondiales dans les universités canadiennes ont été créés au cours de la dernière décennie. L'Université de Toronto cherche à développer considérablement sa maîtrise en affaires mondiales, et l'Université de la Colombie-Britannique a lancé un nouveau programme de maîtrise en politique publique et affaires mondiales à l'automne 2015. En outre, un nombre croissant de programmes de deuxième cycle en sciences appliquées et sociales comportent des modules internationaux, y compris une expérience à l'étranger, qui favorisent une combinaison d'expertise dans le domaine et une sensibilisation internationale qui est essentielle pour l'élaboration de politiques sur des questions qui ne peuvent plus être définies comme simplement nationales ou étrangères. Il semblerait donc que l'offre de diplômés ayant des compétences en matière de politique publique internationale est appelée à augmenter. La question est toutefois de savoir où ils trouveront des possibilités d'emploi correspondant à leur études et à leur formation. Pour la plupart d'entre eux, la réponse ne réside pas dans les groupes de réflexion sur la politique étrangère au Canada, étant donné que le secteur s'est plutôt effacé ces dernières années – une tendance qui ne devrait pas s'inverser dans un avenir prévisible. À plus long terme, pour renverser la vapeur, il faudra incorporer des considérations relatives à la politique internationale dans les priorités « intérieures » des différents ordres de gouvernement, du secteur privé et des organisations à but non lucratif. Si la mondialisation brouille les cartes entre politique intérieure et politique étrangère, les compétences des analystes en politique internationale seront recherchées par un ensemble beaucoup plus diversifié d'employeurs. En ce sens, l'avenir des groupes de réflexion sur la politique étrangère est sombre, mais l'avenir des Canadiens à l'esprit international et dotés de compétences en matière de politique pourrait bien être très brillant.

### **Financement**

Cette recherche n'a reçu aucune subvention spéciale d'un organisme de financement du secteur public, commercial ou à but non lucratif.